

non M. Arikpo a fait la déclaration que, selon moi, il a bel et bien faite. Si le ministre refuse de croire le député d'Egmont et moi-même, il peut certes faire confirmer la chose par ses fonctionnaires qui étaient à New York, notamment son secrétaire parlementaire et d'autres. Je prétends qu'il est inutile d'attendre le consentement, car on l'a déjà.

Je sais, monsieur l'Orateur, que je devrai bientôt en finir, ce ne sera pas long. Je comprends qu'il faut le consentement de la Croix-Rouge, mais le ministre, qui sait s'arranger pour envoyer une centaine d'hommes avec armes et bagages, devrait certes pouvoir s'entendre avec la Croix-Rouge pour en envoyer un ou deux à São Tomé pour y faire l'inspection. C'était là la seule condition.

Je suis sûr que dans une situation grave et désespérée où des milliers d'enfants meurent de faim, la Croix-Rouge ne tardera pas à accorder sa collaboration et je suis bien sûr que je me fais l'interprète des organismes confessionnels qui acheminent les secours, lorsque je dis qu'ils feront tous l'impossible pour collaborer. Il s'agit de l'agonie et de la mort d'un nombre accru de gens chaque jour, et chaque journée perdue augmente par milliers le nombre des victimes.

Tandis que le ministre hésite à confirmer un incident qui s'est produit il y a presque trois semaines, et dont on a, à mon avis, la preuve évidente et probante, tandis qu'il hésite à assurer la collaboration nécessaire avec la Croix-Rouge internationale, on n'utilise pas le moyen le plus efficace sans doute de leur envoyer des secours. On a même laissé entendre que nous allions ramener les avions Hercules et en fournir de plus petits qui puissent atterrir au Nigéria.

● (11.30 a.m.)

Les bonnes intentions du Canada seront tournées en dérision à moins que l'on n'agisse immédiatement. Le gouvernement ne doit pas attendre que le comité ait présenté son rapport, pour envoyer les avions Hercules dont on a un besoin urgent pour effectuer l'opération de São Tomé. Ni remettre cette décision d'un jour à l'autre, peut-être pendant des semaines.

Ce débat ne doit pas être tenu uniquement pour élucider la question, mais aussi pour que la Chambre puisse exprimer son opinion sur une affaire qui concerne au plus haut point les préoccupations humanitaires du Canada, qui inquiète vivement l'opinion publique et qui atteint foncièrement la réputation du Canada quant à son efficacité.

M. David MacDonald (Egmont): Monsieur l'Orateur, je ne m'étendrai pas sur la question de l'urgence de la motion, car Votre Honneur

a entendu la déclaration du député de Greenwood, à la fois complète et excellente. Mais je signale à la Chambre que nous sommes devant une question qui présente, en fait, un grand intérêt et qui, sans aucun doute, causera de grandes souffrances non seulement aux Biafrais et aux Nigériens, mais aussi au peuple canadien. Au cours des dernières semaines, l'intérêt et l'inquiétude du public canadien se sont beaucoup avivés.

Je reporte Votre Honneur au commentaire 100 (2) de la 4^e édition de Beauchesne, où il est dit, en partie:

L'«affaire précise d'une importance publique pressante», pour laquelle on peut proposer l'ajournement de la Chambre en vertu de l'article 26 du Règlement, doit être si pressante que l'intérêt public en souffrirait si elle n'était examinée immédiatement.

Puis-je insister en particulier sur la dernière phrase, conçue en ces termes: «doit être si pressante que l'intérêt public en souffrirait si elle n'était pas examinée immédiatement». C'est en particulier de ce point de vue que nous devons envisager très sérieusement la motion proposée par le député de Greenwood. Depuis deux semaines et demie, l'opinion publique s'intéresse extraordinairement aux initiatives de notre gouvernement pour porter secours au Biafra et au Nigéria. Lorsque le gouvernement a enfin pu s'entendre avec le gouvernement du Nigéria sur l'emploi de nos avions Hercules, tous les Canadiens, semble-t-il, ont poussé un soupir de soulagement: nous pourrions maintenant aller de l'avant et apaiser la faim de plusieurs milliers de Biafrais et de Nigériens. Depuis lors, soit depuis deux semaines et demie, des milliers de personnes sont mortes. Il serait peut-être trop dur de prétendre que c'est en partie parce que nous n'avons pu encore employer nos avions Hercules. Combien de vies ont été perdues? On ne pourra jamais le déterminer. Et maintenant, l'avenir est incertain.

Qu'il s'agisse de 6,000 ou de 10,000 vies perdues tous les jours, chaque journée amène des souffrances inouïes aux gens de cette région. Nous savons par expérience, et nous ne sommes pas les seuls à le savoir, que des services pourraient être fournis ce soir si nos avions Hercules étaient disponibles. Nous craignons qu'en retardant davantage d'utiliser la route de Fernando Po, ces appareils ne soient peut-être obligés de revenir au Canada. Il importe au plus haut point, selon moi, de prendre aujourd'hui même, et non dans deux jours ou dans deux semaines, des mesures pour nous assurer que les avions canadiens peuvent répondre au but visé, c'est-à-dire alléger la souffrance et diminuer la famine au Biafra et au Nigéria.